

*Article 21 du Règlement***L'ÉCONOMIE**

MESSAGE DE CONFIANCE

Mme Mary Collins (Capilano): Monsieur le Président, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur une question qui préoccupe tant de Canadiens en ce début d'année: la confiance. Depuis un mois, tous les députés ont eu l'occasion de coudoyer leurs concitoyens d'un bout à l'autre du pays, de leur parler, de tâter leur pouls et de discuter de leurs espoirs. Pour ma part, j'ai parlé à beaucoup d'électeurs de Capilano, y compris des commerçants, des étudiants, des chefs de famille et des dirigeants du monde des affaires. Ils m'ont demandé de transmettre un message à la Chambre: il est impératif de renforcer et justifier la confiance qui les anime depuis que le nouveau gouvernement est au pouvoir.

Beaucoup m'ont dit: «Nous sommes prêts à faire de nouveaux investissements, nous sommes sur le point d'agrandir nos entreprises. La clientèle a repris confiance et nous nous apprêtons à créer des emplois et à prendre de l'expansion. Cependant, vous devez nous garantir une certaine stabilité. Nous sommes ravis de la nouvelle orientation. Expliquez-nous vos projets et prouvez-nous que vous faites vraiment confiance au secteur privé et à l'esprit d'initiative des hommes d'affaires canadiens».

Au moment où nous nous remettons à la tâche en 1985, nous devons tous reconnaître que, peu importe le parti auquel nous appartenons, nous avons des responsabilités envers nos concitoyens qui cherchent du travail, nourrissent des espoirs et regardent l'avenir avec confiance. Il nous incombe de nous comporter de façon à susciter plus de respect pour le Parlement, et il nous incombe de débattre et de mettre en œuvre...

M. le Président: Je regrette de dire à la députée que son temps de parole est écoulé.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LE PLAN DES ÉTATS-UNIS EN VUE D'ENTREPOSER DES ARMES NUCLÉAIRES DANS DES BASES CANADIENNES

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, je voudrais parler aujourd'hui d'un grand sujet de préoccupation pour de nombreux Canadiens, à savoir les plans d'urgence du gouvernement des États-Unis, en vue d'utiliser les bases et le matériel militaires canadiens pour entreposer et lancer des armes nucléaires américaines, notamment des charges nucléaires explosives anti-sous-marines, à Comox et à Greenwood. La grande majorité des Canadiens s'opposent à ce que le Canada participe à l'entreposage et au lancement d'armes nucléaires et exhortent le premier ministre (M. Mulroney) à déclarer catégoriquement que le Canada n'acceptera pas que des armes nucléaires américaines soient entreposées ou lancées sur son territoire.

● (1410)

Les Canadiens savent bien que le gouvernement canadien n'admettra jamais la présence ou le déploiement d'armes

nucléaires au Canada et qu'il n'acceptera jamais de divulguer quoi que ce soit là-dessus. Il n'acceptera jamais de renseigner les Canadiens sur l'essai des missiles de croisière. Dans le passé, le gouvernement américain a déjà mis les bases canadiennes en état d'alerte, ce qui compromet la souveraineté canadienne. Il fut un temps où les États-Unis transportaient régulièrement au Canada par voie aérienne des armes nucléaires destinées à servir en cas de conflit. Les députés ministériels et bon nombre de candidats aux dernières élections se sont engagés à créer au Canada une zone dénucléarisée. Il est temps que le premier ministre tire les choses au clair de façon à faire comprendre à tous les Canadiens et les Américains que le Canada ne servira jamais de base à l'armement nucléaire et que nous n'utiliserons jamais ce type d'armes.

* * *

[Français]

LA CONSTRUCTION NAVALE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Édouard Desrosiers (Hochelaga-Maisonneuve): Monsieur le Président, je veux blâmer énergiquement l'ancien gouvernement libéral qui a blessé outrageusement l'industrie des chantiers maritimes canadiens au cours des dernières années au profit de pays étrangers. Le résultat: le nombre d'emplois qui était de plus de 16,000 il y a quelques années à peine passait à 7,260 au 30 septembre dernier, sans compter tous les emplois indirects qui ont été perdus dans les industries connexes. Heureusement que le parti libéral n'est plus ou presque. Nous, du parti progressiste conservateur, nous allons maintenant tenter de rétablir un ordre logique.

Aussi, monsieur le Président, je rappelle à mes honorables collègues du gouvernement et de l'Opposition l'importante réunion que j'ai convoquée pour mercredi de cette semaine avec les représentants de l'industrie navale à laquelle participeront les syndicats, et la presse y aura accès. Il faut reconnaître que ces dernières années, cette industrie de base, un élément essentiel de notre économie, a connu une grave récession économique; elle nécessite rapidement notre intervention allant même jusqu'à éliminer les échappatoires que l'ancien gouvernement libéral a permises et que ses politiques gouvernementales renferment encore actuellement.

* * *

[Traduction]

L'ADMINISTRATION

LES NOMINATIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, la profusion de nominations politiques que le gouvernement a effectuées le mois dernier, peu avant Noël, démontre encore une fois jusqu'à quel point le parti conservateur a honteusement et délibérément trompé les Canadiens au cours de la campagne électorale.